

# Négociation 2020

Info-Négo numéro 02 – 17 décembre 2019

## Négociations intersectorielles

C'est le 12 décembre qu'a eu lieu le dépôt des demandes du gouvernement portant sur les enjeux de négociations intersectorielles :

- les salaires et les primes;
- la retraite;
- les droits parentaux;
- les disparités régionales.

Comme on pouvait s'en attendre, ses demandes (offres) sont loin de répondre à nos demandes. Le gouvernement souhaite, encore une fois, une convention collective d'une durée de 5 ans alors que la Loi prévoit que les conventions doivent être d'une durée maximale de 3 ans à moins d'entente à l'effet contraire, ce que nous ne voulons pas.

## Salaires

Tout d'abord, je vous rappelle qu'en résumé la demande salariale de la CSQ est une hausse de 2 \$ de l'heure la première année, suivie d'une hausse de 3 % pour chacune des deux années suivantes.

Le gouvernement nous offre une hausse de 1,75% pour chacune des deux premières années, suivie d'une hausse de 1,5% la troisième année et de seulement 1 % pour chacune des deux années suivantes, soit une hausse de 7 % sur 5 ans.

Également, il y aurait un montant forfaitaire de 1 000 \$ accordé qu'aux personnes salariées qui offrent une prestation de travail effective au 31 mars 2020 et qui ont atteint le maximum de leur échelle salariale. Ce montant s'appliquerait au prorata pour les personnes qui détiennent un poste à temps partiel.

En somme, ce sont des propositions insuffisantes pour nous assurer minimalement la protection contre l'inflation. L'offre salariale va continuer à creuser le retard de rémunération du personnel du secteur public et à accélérer les problèmes de pénurie de main-d'œuvre.

## Retraite

La principale demande du gouvernement semble être de fusionner notre régime de retraite, le RREGOP, avec celui du personnel cadre (Régime de retraite du personnel d'encadrement ou RRPE), ce qui est particulièrement odieux sachant que notre régime de retraite est en bonne santé alors que le RRPE est largement sous capitalisé. On veut donc nous faire payer pour une mauvaise gestion du régime de retraite des cadres (nos patrons). Le gouvernement souhaite également revoir d'autres dispositions de notre régime de retraite qui résulteraient fort probablement en hausses de cotisation.

## Droits parentaux

Alors que la CSQ n'a aucune demande en lien avec les droits parentaux, le gouvernement demande de revoir les dispositions des conventions collectives afin que la personne salariée absente du travail bénéficie d'un remplacement de revenu égal à celui qu'elle gagne normalement, sans toutefois dépasser ce montant. Tiens donc, ça me rappelle leur demande de la dernière ronde portant sur les prestations versées à la personne salariée suite à un accident de travail ou une maladie professionnelle.

## **Disparités régionales**

Le gouvernement fait fi de nos réalités et n'offre rien du côté des disparités régionales, à moins qu'il ait des surprises pour les négociations à nos tables, ce qui serait extrêmement surprenant.

## **Une nouveauté**

Avant de faire le dépôt de ses demandes, le gouvernement se targuait qu'il allait faire un dépôt novateur. Outre le fait que ses propositions sont largement en deçà de nos demandes, ce qui est loin d'être novateur, il propose de mettre sur pied des forums de discussion. Les membres de ces forums devront fournir un rapport concernant leurs activités incluant leurs recommandations, le cas échéant, au plus tard le 30 avril 2020. Les parties négociantes devront tenir compte des travaux des forums de discussion pour la suite de la négociation. Chaque forum aurait des représentants du gouvernement et des organisations syndicales concernées.

Ces forums porteraient sur les priorités **gouvernementales** suivantes :

- la santé globale des personnes salariées;
- la réussite éducative aux secteurs des jeunes, de la FP et de la FGA;
- l'accessibilité aux soins de santé et aux services sociaux (ce forum ne nous concerne pas directement).

Une des priorités identifiée par le gouvernement, c'est même la première priorité identifiée dans leur document, est la disponibilité de la main d'œuvre et du maintien d'une prestation de services de qualité pour la population. Pourtant, cette priorité ne sera l'objet d'aucun forum de discussion. Loin de moi l'idée d'avoir un autre forum sur ce dernier sujet, on peut douter de la faisabilité d'un tel projet (mise sur pied ces forums, travaux et recommandations dans le délai proposé).

## **Du côté des négociations sectorielles...**

C'est le 19 décembre que nous recevons les demandes patronales de la Commission scolaire **Kativik**, et ce, autant pour le personnel enseignant que pour le personnel de soutien. Du côté de la Commission scolaire **Crie**, leur porte-parole nous a annoncé que le dépôt de leurs demandes ne se fera pas dans les délais prescrits par la Loi mais qu'il devrait avoir lieu la semaine du 20 janvier 2020. L'évaluation du type de recours qui pourrait être fait est présentement en discussion coordonnée avec les fédérations et la Centrale.

## **Quelle est la suite?**

Du côté des négociations sectorielles, ce n'est que lorsque nous aurons reçu les demandes patronales que les négociations débiteront à nos tables en 2020 avec les commissions scolaires Crie et Kativik.

Quant aux négociations intersectorielles, pour l'instant, il n'y a toujours pas de Front commun. Les centrales syndicales négocieront donc chacune de leur côté avec le gouvernement. Une rencontre est d'ailleurs prévue le 10 janvier 2020 entre la CSQ et le gouvernement afin de débiter les échanges.

Visitez [www.aenq.org](http://www.aenq.org) fréquemment.

Solidarité!

**Larry Imbeault**

**Président et Coordonnateur de la négociation**

**aenq.org**

9405, Sherbrooke Est  
Montréal (Québec) H1L 6P3  
Tel : (514) 356-8888 #2801  
1-800-465-0897  
Fax : (514) 354-8714  
aenq@lacsq.org

# 2020 Negotiation

Nego Newsletter No. 02 – December 17, 2019

## **Intersectoral Negotiations**

On December 12, the government's requests for the intersectoral negotiations were filed:

- Wages and Premiums;
- Pension Plan;
- Parental Rights;
- Regional Disparities.

As you would expect, his demands (offers) are far from meeting ours. Once again, the government wants a five-year collective agreement, whereas the Law stipulates that the agreements must be for a maximum duration of 3 years unless the parties agree otherwise, which is not the case.

## **Wages**

First, I would remind you that in summary, the CSQ's wages demand is an increase of \$2 per hour in the first year, followed by a 3% increase for each of the next two years.

The government is offering an increase of 1.75% for each of the first two years, followed by an increase of 1.5% in the third year and only 1% for each of the next two years, overall an increase of 7% over 5 years.

Also, there would be a lump sum of \$1,000 awarded only to employees who effectively work as of March 31, 2020 and who have reached the maximum of their salary scale. This amount would be pro-rated to part-time employees.

In short, these are insufficient proposals to ensure that we are minimally protected from inflation. The wage offer will continue to widen the pay gap for public sector staff and accelerate labour shortages.

## **Pension Plan**

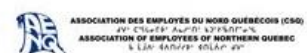
The government's main demand appears to be to merge our pension plan, the Retirement Plan of Government and Public Employees (RREGOP), with the Pension Plan of Management Personnel (PPMP), which is particularly abhorrent given that our pension plan is in good financial health while the PPMP is largely underfunded. They want to make us pay for mismanagement of the pension plan of the management personnel (our bosses). The government also wants to review other provisions of our pension plan that would most likely result in premium increases.

## **Parental Rights**

While the CSQ has no demand in relation to parental rights, the government is asking for a review of the provisions of collective agreements so that the employee absent from work receives an income replacement equal to that earned normally, but not exceeding that amount. It reminds me of their demand from the last round of negotiations on benefits paid to the employee as a result of a work-related accident or occupational diseases.

## **Regional Disparities**

The government ignores our realities and offers nothing on the regional disparities side, unless it has surprises for the negotiations at our tables, which would be extremely surprising.



### **Something New**

Before depositing its demands, the government boasted that it was going to make an innovative filing. In addition to the fact that its proposals fall far short of our demands, which is far from innovative, he proposes to set up discussion forums. Members of these forums will be required to provide a report on their activities including their recommendations, if any, by April 30, 2020. The negotiating parties will have to take into account the work of the discussion forums for the rest of the negotiation. Each forum would have representatives of the government and trade union organisations concerned.

These forums would focus on the following **government** priorities:

- The overall health of employees;
- Educational success in the youth, VT and GAE sectors;
- Accessibility to health care and social services (this forum does not directly concern us).

One of the priorities identified by the government, it is even the first priority identified in their document, is the availability of labour and the conservation of quality services for the population. However, this priority will not be the subject of any discussion forum. Far be it from me to have another forum on the latter subject, one can doubt the feasibility of such a project (setting up these forums, works and recommendations within the proposed deadline).

### **As for the Sectoral Negotiations...**

It's on December 19 that we will receive employer demands from the Kativik School Board for both teachers and support staff. On the Cree School Board side, their spokesperson told us that their demands will not be filed within the statutory time frame but are expected to take place the week of January 20, 2020. The assessment of the type of legal recourse that could be made is currently under coordinated discussion with the federations and the Central.

### **What's next?**

About the Sectoral Negotiations, it is only when we have received the employers' demands that the negotiations with the Cree and Kativik school boards will begin at our tables in 2020.

As for the Intersectoral Negotiations, for the moment, there is still no common front. The union Centrals will therefore negotiate with the government on their own. A meeting is scheduled for 10 January 2020 to begin discussions between the CSQ and the government.

Visit [www.aenq.org](http://www.aenq.org) frequently.

Solidarity!

**Larry Imbeault**

***President and Negotiation Coordinator***

**aenq.org**

9405, Sherbrooke Est  
Montréal (Québec) H1L 6P3  
Tel : (514) 356-8888 #2801  
1-800-465-0897  
Fax : (514) 354-8714  
[aenq@lacsq.org](mailto:aenq@lacsq.org)